

ESPACE ET SOCIÉTÉ DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Marie S. Bock *

RÉSUMÉ. Des débuts de la colonisation jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les actuels départements insulaires sont soumis à une économie de cycles fondée sur l'exportation de produits tropicaux; à partir des années 1960, les transferts financiers prennent le relais. La grille spatio-temporelle présente la succession des cycles économiques et prend en compte les évolutions des structures sociales. En effet, le recours à une main-d'œuvre asservie durant la période coloniale a laissé un lourd héritage aux sociétés domiennes.

ABSTRACT. From the beginnings of colonisation until the middle of the 19th century, France's possessions now known as the overseas departments (DOM) were subjected to economic cycles based on the export of tropical products. From the 1960s, financial transfers took over. A space-time pattern highlights the succession of economic cycles and changes in social structures. The legacy of the use of slave labour during the colonial period continues to affect DOM societies today.

RESUMEN. Desde los inicios de la colonización hasta la mitad del siglo XIX, los actuales departamentos insulares de ultramar se caracterizan por una economía de ciclos fundada en la exportación de productos tropicales; a partir de los años sesenta, las transferencias financieras toman el relevo. El encasillado espacio-temporal presenta la sucesión de ciclos económicos y toma en cuenta las evoluciones de las estructuras sociales. En efecto, el recurso a una mano de obra esclavizada durante el período colonial dejó una pesada herencia en las sociedades de los departamentos de ultramar.

• DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) •
ESPACE-TEMPS • SOCIÉTÉ

• FRENCH OVERSEAS DEPARTMENTS •
SPACE-TIME • SOCIETY

• DEPARTAMENTOS FRANCESES DE
ULTRAMAR • ESPACIO-TIEMPO • SOCIEDAD

La grille chronologique (fig. 1) permet d'apprécier l'interaction des concepts d'espace-temps et de société et met en valeur les nombreux traits communs issus de l'histoire des départements d'outre-mer insulaires. Les bifurcations fondamentales (abolition de l'esclavage, changement de statut administratif et politique) sont à mettre en relation avec les évolutions socioéconomiques : phases de montée en puissance, d'apogée, de stagnation et de déclin des économies coloniales et néocoloniales, mise en place, restructuration et évolution des sociétés insulaires.

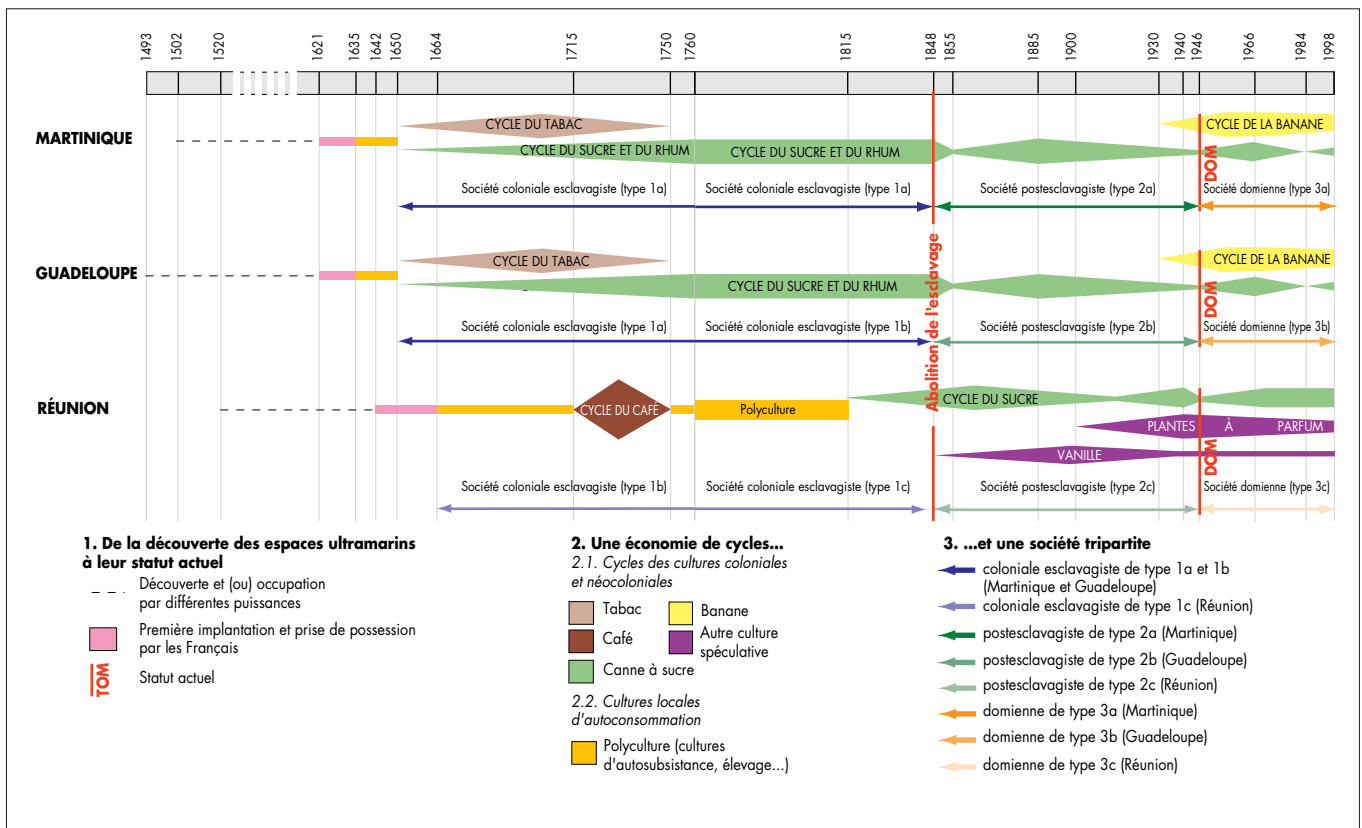
Les rythmes du temps long et du temps court composent une fresque en trois périodes : celle qui se caractérise par la découverte et l'occupation par les puissances européennes dominantes ; celle qui correspond à la première implan-

tation et à la prise de possession par les Français ; celle qui se met en place en 1946 lors de la départementalisation. Deux types de cycles économiques peuvent être identifiés : le premier, extraterritorial, repose sur l'exportation de produits peu transformés vers la métropole ; le second, intraterritorial, s'appuie sur des productions destinées aux besoins locaux. Enfin, les ruptures majeures marquent la succession de trois grands types de sociétés : une société coloniale esclavagiste, postesclavagiste puis « domienne ».

Commerce triangulaire et économie de cycles : la mise en place de la société coloniale esclavagiste

Le développement d'une économie de cycles, fortement dépendante de la métropole, repose à l'origine sur la traite

* Université de La Rochelle, Faculté des Langues, Arts et Sciences humaines (FLASH), 1 parvis Fernand Braudel, 17042 La Rochelle Cedex 1
Tél. 05 46 45 68 06, Fax 05 46 50 59 95. E-mail : sbock@univ-lr.fr



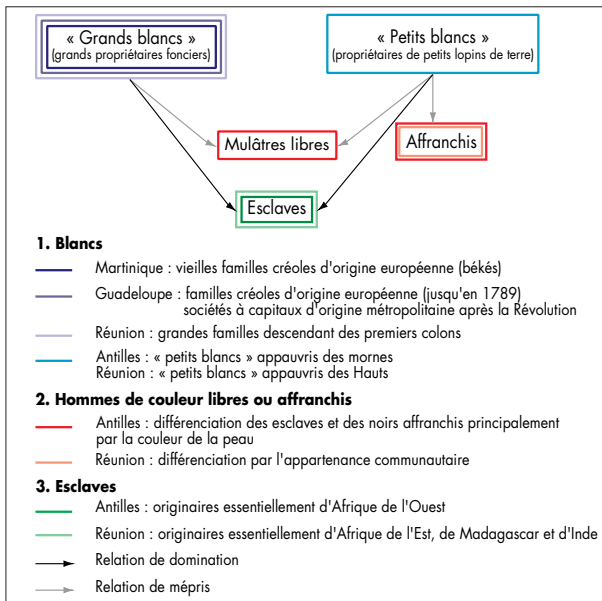
1. Économie de cycles et sociétés des DOM insulaires

des Noirs (1). Il en résulte la formation d'une société coloniale esclavagiste tripartite. Ce modèle général, qui correspond à une chronologie (2) propre à chacune des îles, est fondé sur des critères de différenciation entre les individus qui sont particuliers à chaque espace insulaire. En effet, la société coloniale, cloisonnée, est fondamentalement dominée par le système servile (opposition maîtres-esclaves) et organisée sur la base de la distinction non seulement de critères sociaux mais encore d'appartenance communautaire (Réunion) et de couleur de peau (Antilles). La figure 2 met en valeur la tripartition de cette société esclavagiste (blancs, hommes de couleur libres ou affranchis, esclaves) et les principales différenciations selon les îles.

Rupture socioéconomique fondamentale de 1848 : vers une société plurielle

L'abolition de l'esclavage en 1848 représente une date charnière dans la colonisation des espaces insulaires antillais et réunionnais et provoque une restructuration sociale et économique. La crise de la monoculture sucrière

conduit au développement de nouvelles cultures d'exportation (vanille et plantes à parfum à la Réunion, banane et ananas aux Antilles); l'accent est mis sur le développement et la protection de la production du rhum dans les trois îles. En Guadeloupe, la fin du XIX^e siècle correspond à la transformation de l'industrie sucrière; facilitée par la création de nouvelles institutions financières, cette restructuration place l'île en avance par rapport aux deux autres. À la Réunion, la même époque est marquée par la mise en place du colonat partiaire (3) et le démantèlement des grands domaines; donnant aux « petits blancs » et aux dépossédés l'illusion d'être propriétaires, ce mode de faire-valoir connaît un large succès. Au bas de l'échelle sociale, des transformations interviennent sans, toutefois, rompre le schéma tripartite de la société coloniale. L'esclavage fait place à l'« engagisme » (4) dans la seconde moitié du XIX^e siècle, de nombreux esclaves émancipés quittant les « habitations ». Les nouveaux venus (5) s'insèrent dans la hiérarchie existante, entraînant un reclassement des différents groupes sociaux à l'intérieur de la société coloniale postesclavagiste.

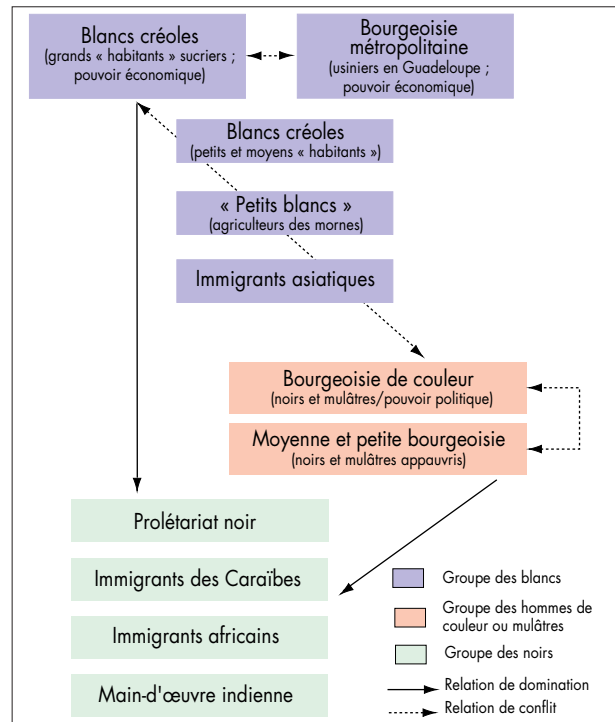


2. Société coloniale esclavagiste (type 1)

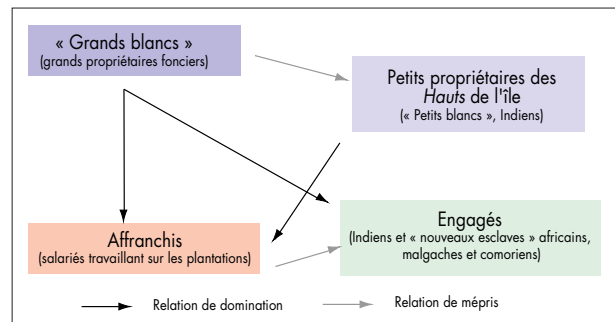
La place des individus dans la « nouvelle » hiérarchie sociale répond à plusieurs critères. Aux Antilles, la couleur de la peau commande la structuration de la société martiniquaise autour d'une classe moyenne de couleur fortement urbanisée, tandis qu'elle conduit à la déstructuration de la société guadeloupéenne, accompagnée d'un déclin rapide des blancs en milieu rural (fig. 3). À la Réunion, la richesse foncière et l'origine ethnique des populations déterminent les degrés de la hiérarchie sociale : un noyau dirigeant essentiellement blanc (créoles et métropolitains) mais pas exclusivement (immigrants libres chinois et indiens musulmans), une masse populaire d'origine variée (anciens esclaves noirs, travailleurs indiens, « petits blancs ») et une couche moyenne, peu nombreuse, de cadres salariés et de fonctionnaires dans les villes (fig. 4). La multiplication des articulations et des clivages sociaux dans cette « nouvelle » hiérarchie sociale n'a pas manqué d'entraîner, entre les différents groupes sociaux, des rapports conflictuels qui perdurent actuellement.

La départementalisation (1946) ou l'intégration économique et la désintégration sociale ?

À partir de 1946, l'assimilation au territoire national par la départementalisation est considérée comme une solution pour lutter contre la misère du plus grand nombre. Guadeloupe, Martinique et Réunion vont à nouveau traverser une période de bouleversement avec le passage à une activité



3. Société coloniale postesclavagiste (type 2a et 2b)



4. Société coloniale postesclavagiste de la Réunion (type 2c)

de plus en plus tertiaisée, tout en maintenant leur spécificité agro-exportatrice. La promotion sociale n'est plus seulement liée à l'économie de plantation ou à la propriété foncière.

Trois groupes sociaux et professionnels peuvent être individualisés. Au sein du premier groupe, de grands propriétaires demeurent puissants, surtout à la Martinique (békés) et à la Réunion, où ils se sont souvent reconvertis dans le commerce, abandonnant parfois toute activité agricole. Mais d'autres catégories socioprofessionnelles en font désormais partie : la bourgeoisie de couleur qui devient la nouvelle élite aux Antilles et fait carrière dans différentes professions ; les commerçants chinois et musulmans nés de

l'immigration libre qui développent de façon considérable leurs activités d'import-export à la Réunion ; enfin, les fonctionnaires et les membres des professions libérales dans les trois îles. Ces catégories socioprofessionnelles, en forte croissance depuis la départementalisation, sont incontestablement les grandes bénéficiaires du changement de statut. Le deuxième groupe comprend les petits agriculteurs qui, en dépit des subventions, ne parviennent pas à combler l'écart de revenu avec les catégories précédentes et les ouvriers qui, jusqu'en 1996, touchaient un SMIC inférieur à celui de la métropole. Enfin, le troisième groupe, dont la croissance a été considérable au cours de ces dernières années, rassemble les demandeurs d'emploi et les chômeurs de longue durée qui vivent des prestations sociales et des allocations du RMI. Entre ce dernier groupe et les deux premiers, les frontières sont fluctuantes et les disparités sociales ont tendance à se creuser.

1. Elle débute au milieu du XVII^e siècle aux Antilles et au milieu du XVIII^e à la Réunion.
2. En 1848, il y avait 90 000 esclaves en Guadeloupe, 75 000 en Martinique et 60 000 à la Réunion.
3. Le colonat partiaire est un contrat de métayage par lequel le propriétaire d'un terrain agricole cède son exploitation pour une durée déterminée à un preneur. Celui-ci s'engage à le mettre en culture et à en partager les profits avec le bailleur.

4. Aux Antilles, 80 000 travailleurs sont venus d'Inde et 15 000 d'Afrique. La Réunion compte 40 000 engagés indiens à la fin du XIX^e siècle.

5. À la Réunion, les engagés sont principalement des Indiens venant de Karikal, Pondichéry et Madras, et aussi des Africains, des Malgaches et des Comoriens. Aux Antilles, les engagés sont aussi des Indiens venus de Pondichéry, Karikal et de la plaine Indo-gangétique, des Caribéens des îles voisines et des Africains.

Références bibliographiques

- BOCK M. S., 1998, « De la traite aux transferts » in : *Les Outre-mers*, coll. *Atlas de France*, vol. 13. Paris : Reclus-La Documentation Française, p. 21-23.
- CHANE-KUNE S., 1993, *Aux origines de l'identité réunionnaise*, Paris : L'Harmattan, 206 p.
- CHAULEAU L., 1993, *Dans les îles du vent, la Martinique, XVII^e-XIX^e siècle*, Paris : L'Harmattan, 303 p.
- DOUMENGE F., MONNIER Y., 1993, *Les Antilles françaises*, Paris : PUF, coll. Que sais-je ?, n° 516, 128 p.
- LEVILLAIN H., 1994, *La Guadeloupe 1875-1914. Les soubresauts d'une société pluri-ethnique ou les ambiguïtés de l'assimilation*, Paris : Éditions Autrement, série Mémoires, n° 28, 241 p.
- MATHIEU J.-L., 1993, *Histoire des DOM-TOM*, Paris : PUF, coll. Que sais-je ?, n° 2776, 128 p.
- SCHERER A., 1994, *La Réunion*, Paris : PUF, coll. Que sais-je ?, n° 1846, 128 p.

EN LIBRAIRIE

Une géographie de la Guyane

Ce manuel a été réalisé à l'intention des professeurs des écoles et des élèves du 3^e cycle de l'enseignement primaire. « Conçu par les auteurs comme une banque d'informations », l'ouvrage rassemble une riche collection de documents de toute nature sur la Guyane. Les géographes apprécieront les fréquentes références faites à des cartes topographiques levées à des dates différentes. De très nombreuses photographies et des cartes simplifiées sont accompagnées de descriptions précises et de commentaires appuyés sur de solides informations. Les exercices proposés aux élèves sont destinés à développer des savoir-faire indispensables à des apprentis géographes : demandes de description de documents et de définition de notions générales ou de termes spécifiques à la Guyane ; exercices de repérage et de localisation ; mesures d'échelle, d'altitude et de longueur ; réalisation de cartes et de schémas.

En raison des exigences inégales qui sont exprimées et pour faciliter le travail des enseignants, il aurait été préférable d'indiquer pour chaque exercice un niveau de difficulté. On regrettera que ce manuel soit organisé comme un catalogue alignant les rubriques sur la population, les espaces régionaux, les activités économiques et les milieux physiques sans souci de hiérarchisation et de classement raisonné. C'est néanmoins un ouvrage utile et qui économisera de longues recherches à tous ceux qui désirent des documents récents sur la Guyane. Les mêmes auteurs ont publié en 1996 une *Histoire de la Guyane*. – **Didier Benjamin**

ZONZON J., PROST G., 1997, *Géographie de la Guyane*, Paris : Maisonneuve et Larose-Servedit, 252 p.

ZONZON J., PROST G., 1996, *Histoire de la Guyane*, Paris : Maisonneuve et Larose-Servedit, 143 p.